

Les marches "Stand Up for Science" : Une mobilisation nécessaire, mais insuffisante face à la marchandisation de la recherche

Les récentes marches « Stand Up for Science », organisées en France et à travers le monde, témoignent d'une prise de conscience salutaire : les sciences, attaquées par les coupes budgétaires, les logiques productivistes et l'obscurantisme réactionnaire, doivent être défendues. Mais au-delà de l'indignation légitime des chercheurs et des citoyens, ces mobilisations ne suffiront pas si elles ne s'attaquent pas à la racine du problème : la soumission croissante de la recherche aux intérêts du capital.



Une mobilisation contre les offensives réactionnaires

Dans de nombreux pays, les gouvernements de droite et d'extrême droite attaquent les sciences en remettant en cause des faits établis, du changement climatique à l'évolution en passant par les bienfaits des politiques de santé publique. Des thématiques sont aussi attaquées et censurées. Aux États-Unis sous Trump, au Brésil sous Bolsonaro, ou encore en Hongrie sous Orbán, les coupes budgétaires et les offensives idéologiques ont miné l'indépendance scientifique. En France, si les attaques sont moins frontales, la montée des discours complotistes, les attaques répétées sur certaines thématiques de recherche et la réduction des financements publics menacent également l'avenir de la recherche.

Dans ce contexte, voir des milliers de scientifiques et de citoyen-ne-s manifester pour exiger une meilleure prise en compte du savoir dans les décisions politiques est un signe positif. Ces marches expriment un rejet des politiques réactionnaires qui méprisent la raison et les faits au profit de l'idéologie et des intérêts électoraux à court terme.

Alors que toutes ces menaces sont très largement présentes en France, c'est l'exubérance et la fanatisme de Trump qui a permis un certain sursaut. Pour beaucoup, ce mouvement est en solidarité avec les chercheuses et les chercheurs outre atlantique, cependant il est très important de se mobiliser aussi contre les politiques français destructrices de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les sciences prises en otage par le marché

Si la menace réactionnaire est bien réelle, elle ne doit pas masquer un autre problème fondamental : la mainmise du capital sur la recherche scientifique. Depuis plusieurs décennies, les réformes néolibérales ont transformé les universités et les laboratoires en centres de production de savoirs rentables, au service des multinationales. En France, la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) de 2020 a aggravé la précarisation des chercheurs, multipliant les contrats courts et renforçant la logique de compétition.

Les crédits publics se raréfient, poussant les laboratoires à chercher des financements sur projet ou privés, au prix de leur autonomie. Les grandes agences françaises et européennes et les grandes entreprises dictent désormais une partie des orientations scientifiques : l'industrie pharmaceutique oriente la recherche médicale, les géants du numérique imposent leurs agendas en intelligence artificielle, et l'agro-industrie façonne les études sur l'environnement. Les grandes agences européennes ou françaises, financent des projets "bankable" à court terme. Cette privatisation rampante réduit la capacité des scientifiques à travailler librement sur des sujets d'intérêt général, au profit de la rentabilité immédiate.

Une lutte nécessaire, mais qui doit être politisée

Les marches « Stand Up for Science » traduisent un malaise réel au sein du monde scientifique. Mais elles restent souvent enfermées dans une approche défensive, demandant aux gouvernements de « mieux écouter la science » sans remettre en question le système qui l'étouffe. Or, dans un monde dominé par le capitalisme, les États ne sont pas de simples arbitres rationnels : ils servent les intérêts des classes dominantes. L'objectif est simple, en supprimant les ressources pérennes, la recherche sur projet, par les agences ou par les entreprises, est beaucoup plus facilement orientable sur des thématiques imposés par la recherche de profit. L'exemple le plus criant de la période est la dite "intelligence artificielle".

Défendre des sciences libres et indépendantes implique donc une rupture avec le modèle actuel. Il ne s'agit pas seulement de réclamer plus de financements publics, mais de revendiquer un contrôle démocratique de la recherche par les travailleurs et la population. Il faut se mobiliser pour imposer une refonte en profondeur des établissements et organismes de recherche organisés démocratiquement par les travailleurs et les travailleuses. Il faut exproprier les grands groupes qui dictent les priorités scientifiques et construire une recherche au service du progrès humain, et non du profit.

Seule une transformation révolutionnaire de la société permettra d'émanciper les sciences des griffes du capital. Les scientifiques en lutte doivent s'allier aux travailleurs et aux mouvements sociaux pour porter une alternative radicale. Ils doivent aussi interpeller leurs propres syndicats pour qu'ils rejoignent le mouvement, depuis leurs

sections locales jusqu'à leurs directions nationales. Défendre les sciences, c'est défendre une autre organisation du monde, fondée sur la coopération et l'émancipation collective.

Victor Müller, le 13 mars 2025